

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 125 (1980)
Heft: -: Numéro hors-série du 125e anniversaire

Artikel: La Revue Militaire Suisse durant l'entre-deux-guerres
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344344>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Revue Militaire Suisse durant l'entre-deux-guerres

par le capitaine Hervé de Weck

Entre 1918 et 1939, les développements de la science et de la technique provoquent de profondes mutations dans l'art de la guerre. La fiabilité, les performances toujours plus élevées des moteurs vont permettre à un Guderian de concevoir la guerre éclair basée sur le binôme char-avion, ce qui créera une énorme surprise tactique au début de la deuxième guerre mondiale.

Si l'on admet qu'un périodique militaire ne saurait se dispenser d'efforts constants dans le domaine de la prospective, la *Revue militaire suisse* devrait donner une idée des risques de conflit, une image correcte des techniques de combat qu'utiliseraient les grandes puissances européennes. A cette époque, la pensée militaire française, qui reste obnubilée par la victoire de 1918, fait sentir son influence en Suisse romande. Ne va-t-elle pas empêcher nos officiers francophones de jeter des regards attentifs au-delà du Rhin?

Jusqu'en 1924, la *Revue militaire suisse* ne se gêne pas de critiquer en termes très vifs le Conseil fédéral et le commandement de l'armée, s'occupant à l'occasion de questions plus politiques que militaires. Comment réagira-t-elle face à la montée des totalitarismes? Se montrera-t-elle aussi hostile à Hitler que l'ensemble de l'opinion suisse?

Des positions politiques très tranchées

Pendant la première guerre mondiale, les Suisses n'avaient pas manifesté la même cohésion. Tous les manuels prétendent que le fameux «fossé» s'explique par la francophilie des Romands qui s'oppose à la germanophilie des Suisses alémaniques; les deux communautés ne pouvaient plus se «sentir», ces tensions s'apaisant comme par miracle à la fin du conflit. La *Revue militaire suisse* apporte des retouches importantes à ce tableau; les articles qu'elle consacre à ce problème semblent montrer que la polémique agite peu l'opinion publique, mais surtout les journalistes, certains milieux de politiciens et d'officiers supérieurs. «(...) les généralisations injustes et les calomnies

qui se répandaient alors dans la presse causaient à notre pays un préjudice plus grave que les incidents eux-mêmes et les abus¹.» Robert de Traz résume bien la situation quand il écrit: «Les divergences, les véhémentes polémiques étaient (...) à peu près ignorées de la troupe. A l'armée, nous nous consacrions à des devoirs obscurs (...) et nous trouvions dans cet accomplissement une paix intérieure que les congés, d'ailleurs, remettaient en question².»

Les collaborateurs de la *Revue militaire suisse* s'insurgent contre le drill, le pas cadencé; ces méthodes d'instruction leur semblent inapplicables en Suisse romande parce qu'elles viennent d'Allemagne. Parlant des problèmes de discipline qui se posent dans certaines formations d'outre-Sarine en 1918, le colonel Feyler, rédacteur en chef, va jusqu'à prétendre que les conseils de soldats «sont nés dans une division où les moeurs importées de l'étranger faussent trop souvent les rapports entre officiers et soldats³». Il faut attendre la fin de l'année 1923 pour que, dans ce domaine, l'organe des officiers romands adopte un ton plus conciliant et ne cherche plus à jeter de l'huile sur le feu.

La germanophobie influence naturellement les jugements sur le haut commandement. Une «Chronique suisse» présente les rapports que le général Wille et le chef de l'état-major général, von Sprecher, ont adressé au Conseil fédéral, à la fin du service actif. On y condamne les «habitudes régnant dans les sphères du haut commandement qui voisinent avec le palais fédéral. Il faut en finir avec ces officiers chefs de la hiérarchie qui remplissent les journaux politiques de leurs noms, de leurs grades et souvent de leur suffisance⁴.» Rapportant la position de l'ancien commandant en chef à propos de l'entrée de la Suisse à la Société des Nations, le colonel Feyler s'écrie avec exaspération: «Quant au général Wille, pourquoi ne prend-il pas le repos auquel il a incontestablement droit⁵?» Le rédacteur en chef souligne par ailleurs que deux instructeurs qui collaborent à la *Revue militaire suisse* ont eu des ennuis d'avancement à cause de leurs articles.

Seul Henri Lecomte nuance cette position hostile quand il prétend que «le rôle du général Wille a été un rôle ingrat (...) nous lui devons probablement plus qu'on ne le croit en Suisse romande». Wille n'a pas été le «pur Boche» que certains croyaient découvrir⁶.

Le problème du haut commandement en Suisse apparaît fréquemment entre 1918 et 1939, période pendant laquelle la *Revue militaire*

suisse ne cesse de déplorer qu'en temps de paix, l'armée n'est pas commandée, mais administrée par un consortium de fonctionnaires qui ne s'entendent pas⁷. Rien ne saurait remplacer un commandant en chef permanent. En effet, un commandant de corps ne peut pas prendre cette fonction au pied levé⁸. La procédure de désignation «ne répond plus aujourd'hui aux conditions dans lesquelles serait susceptible d'éclater un conflit armé. Grâce à la motorisation des troupes et à l'aviation (...) un territoire peut être actuellement envahi sans délai (...). Réserver à l'Assemblée fédérale la nomination du général, c'est donc non seulement confier le choix (...) à des politiciens inaptes à une telle sélection, (...) c'est encore (...) retarder, au début d'une guerre, (...) l'instant où serait conféré au général le pouvoir de prendre effectivement le commandement de l'armée⁹.» Le colonel Lecomte, ainsi que la Société suisse des officiers proposent aussi des réformes de structures au Département militaire fédéral, car un seul homme ne peut pas superviser quatorze services!

La *Revue militaire suisse*, sous la houlette du colonel Feyler, aborde sans hésitations les grands problèmes de politique nationale. Elle se prononce, en 1919, pour le rattachement du Vorarlberg à la Suisse, même s'il s'agit d'une population germanophone. En contrepartie, l'accession de l'ancien Evêché de Bâle au rang de canton renforcerait la position de la minorité latine¹⁰.

A la même époque, les articles ne se montrent pas du tout favorables à la neutralité perpétuelle de la Confédération, car elle ne s'explique que par des divergences intérieures. Avec une telle politique dont certains milieux suisses alémaniques se sont servis «pour couvrir les entorses aux plus pures notions helvétiques», on accepte «de n'entrer en guerre que lorsqu'il est trop tard pour se défendre utilement¹¹». Un texte non signé de mars 1919 souhaite la disparition «d'une neutralité sans prestige et sans utilité, notion surannée, au milieu d'une Europe rajeunie¹²» et la chronique suisse du mois suivant soutient même le projet d'un corps expéditionnaire suisse contre les armées bolchevistes! Le colonel Feyler, pour sa part, défend le principe d'une armée fédérale d'effectifs réduits mais bien instruits, qui opérerait dans le cadre de la Société des Nations.

Ces attaques se terminent au début de l'année 1921 avec une chronique qui déplore que le Conseil fédéral ait refusé le droit de passage

aux troupes de la SdN qui partent maintenir la paix à la frontière entre la Pologne et la Lituanie. La neutralité actuelle ne devrait pourtant plus être celle de 1815¹³!

Incontestablement, la personnalité du colonel Feyler, qui occupe les fonctions de rédacteur en chef depuis 1896, explique le ton et le style de la *Revue militaire suisse* pendant le premier tiers du XX^e siècle. Feyler avance des idées audacieuses, même si elles risquent de choquer les lecteurs, car il veut susciter des débats et ne déteste pas la polémique. La manière de son successeur, le major Roger Masson, qui prendra la relève en 1931, sera beaucoup plus discrète.

Si, à partir de 1925, la *Revue militaire suisse* contient des critiques acerbes du parlementarisme fédéral, tous les collaborateurs suisses se montrent hostiles au système de la «démocratie musclée» et à ses sympathisants dans notre pays. Un premier-lieutenant affirme que les officiers, malgré les exagérations d'une certaine gauche, ne doivent pas militer dans des mouvements inspirés de l'étranger. En effet, quelle serait leur position si les fronts dont ils feraient partie tentaient de «mettre la légalité en vacances»¹⁴? On tient aussi à garder ses distances face à l'Action française avec laquelle «nous ne saurions avoir, comme officiers, aucune conception commune»¹⁵.

Quant aux jugements concernant l'autre extrême de l'échiquier politique, ils se veulent encore plus clairs: la gauche suisse à la solde de Moscou exécute un plan mûrement réfléchi qui tend à noyauter l'armée. Jusqu'en 1939, la *Revue militaire suisse*, comme d'ailleurs la plupart des journaux et des partis «bourgeois», voit dans les grèves de 1918 une tentative de révolution bolchevique. L'anticommunisme tend parfois à fausser les raisonnements: ainsi, le colonel Lecomte prétend que «dans une guerre à venir, il n'y aurait rien de surprenant à ce que nous soyons attaqués par des armées russes, puisque cela est déjà arrivé en 1799»¹⁶.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933, le rédacteur en chef se montre très prudent; il ne publie aucune analyse sur la situation politico-militaire en Europe. Tout au plus se permet-on quelques discrètes allusions. Un bulletin bibliographique fournit l'occasion d'évoquer un livre qui traite de la propagande et de l'espionnage nazis¹⁷. L'officier doit s'habituer à lire entre les lignes, un exercice auquel le peuple suisse ne va pas tarder à s'initier! Au lieu de proclamer que les Etats totali-

taires endoctrinent leurs citoyens, le colonel divisionnaire Frey écrit que «la Russie, l'Italie, l'Allemagne ont pris durement en mains l'éducation civique des jeunes gens des deux sexes (et même des parents)¹⁸».



— Sale gosse, va !

Dans quels draps tu m'as fourré là !...

L'influence de la France

Entre 1914 et 1923, l'influence prépondérante de la France s'explique par le «fossé» qui sépare les officiers romands et alémaniques. Seules les méthodes françaises permettraient d'améliorer le niveau d'instruction de notre armée, mais il y a malheureusement des instructeurs hypnotisés par l'Allemagne. Durant l'entre-deux-guerres, le prestige de l'armée et des chefs français provient incontestablement de la victoire de 1918. Le monde entier considère d'ailleurs la France comme la première puissance militaire terrestre, sans que l'on se rende compte de la profonde sclérose qui va provoquer la défaite de 1940. La *Revue militaire suisse* accorde aussi une très large place aux informations et aux textes venus d'outre-Jura, alors qu'elle délaisse un peu ce qui vient d'Allemagne ou d'Italie. Pour ne prendre qu'un exemple, signalons qu'entre 1936 et 1938 notre mensuel romand publie trente-trois articles d'auteurs français, ce qui représente presque le tiers des études parues durant cette période.

Le choix des correspondants apparaît pourtant judicieux, car le lecteur peut constater chez eux deux tendances opposées. Les «conservateurs» défendent les vues du haut commandement, en restent aux conceptions du premier conflit mondial, spécialement à la guerre des tranchées; «le perfectionnement des armements donne un avantage de plus en plus marqué à la défensive (...) et doit augmenter la tendance des armées terrestres à la stabilisation¹⁹.» Les «progressistes» manifestent surtout leur intérêt pour les nouvelles possibilités techniques et tactiques, tout en s'appuyant sur les expériences du passé. L'un d'eux n'affirme-t-il pas que «nous en étions encore en 1914 à la conception de la guerre franco-allemande. Dieu veuille qu'en 19.., ceux qui repartiront en campagne ne le fassent pas avec l'armée que nous avons connue à la date du 11 novembre 1918²⁰!» Autre remarque désabusée dans le numéro d'octobre 1929: «Les procédés qui nous ont fait battre les Allemands se sont cristallisés dans l'esprit de nos cadres²¹.»

Ces divergences se retrouvent chez les auteurs suisses de la revue. En 1937, le lieutenant-colonel Montfort critique le manque de réalisme de notre règlement sur le service en campagne, dans lequel on prétend que notre terrain est en bonne partie impraticable aux chars, et il conclut: «A l'heure actuelle, l'ennemi le plus dangereux (...) pour notre

infanterie, c'est le char et l'avion²².» Le colonel Lecomte, dans une livraison ultérieure, se déclare opposé à une telle affirmation et il cite comme argument péremptoire *l'Instruction sur l'emploi tactique des grandes unités*, un règlement français daté du 12 août 1937. «La commission a estimé que les progrès d'ordre technique ne modifiaient pas sensiblement dans le domaine tactique les règles essentielles (...). Le corps de doctrine, fixé au lendemain de la victoire, devait demeurer la charte de l'emploi tactique des grandes unités²³.»

Dans cette polémique, on pourrait également voir un conflit entre générations: le lieutenant-colonel Montfort a une quarantaine d'années, tandis que le colonel Lecomte, qui collabore à la *Revue militaire suisse* depuis 1886, est né en 1869. Il se révèle d'ailleurs bien meilleur stratège que tacticien.

Le colonel Léderrey, instructeur d'arrondissement de la 1^{re} division, se montre aussi très influencé par la pensée militaire française. Ses «Notes de tactique à l'usage des futurs capitaines», qui paraissent en 1937, reprennent les théories d'Ardant du Picq²⁴ sur le choc et la victoire, conséquence d'un moral supérieur. Lorsqu'il parle de l'instruction de combat, ses procédés rappellent ceux que l'on utilise outre-Jura: «Les endroits déterminés pour l'arrivée du feu ennemi seront marqués sur le terrain, au moyen de repères quelconques (jalons peu apparents, ficelle, serpentins, traînée de sciure)²⁵.»

Les efforts de prospective

Il faut plus que du génie pour deviner l'avenir, plus que du talent pour juger le présent, quand il est si facile de juger le passé.

Malgré tout, la *Revue militaire suisse* ne passe sous silence aucun des grands problèmes de prospective militaire qui se posent durant l'entre-deux-guerres, si bien que ses lecteurs attentifs n'auraient pas dû être surpris des tactiques et des matériels utilisés par les belligérants, au début de la deuxième guerre mondiale.

En effet, notre mensuel romand insiste sur l'aviation et son développement technique, sur les théories du général Douhet²⁶. Dans un conflit futur, les appareils, qui pourront engager des explosifs traditionnels et des moyens chimiques, dirigeront leurs coups non seulement

contre les combattants, mais contre le pays tout entier²⁷. Le capitaine Primault, futur grand chef de l'aviation suisse, annonce des bombardements massifs sur les villes. Il convient donc d'assurer la protection des civils. Selon S. de Stackelberg, il se peut même que «l'artillerie de l'avenir trouve dans la désintégration intra-atomique (...) un moyen de destruction vraiment apocalyptique²⁸».



La *Revue militaire suisse* commence par mettre en doute l'utilité et les possibilités des chars, peut-être parce que l'armée suisse n'en possède pas et que les auteurs ne veulent pas décourager les officiers. Les études consacrées à la première guerre mondiale et certains essais plus récents vont mettre fin à cette incrédulité. Dès lors, les auteurs défendent la thèse du char, arme auxiliaire, qui sert à accompagner ou à appuyer l'infanterie, bien qu'ils comprennent le rôle que les blindés peuvent jouer dans l'exploration et les combats d'avant-garde.

Vers 1930, on commence à parler des théories de Liddel-Hart, de formations mécanisées qui devraient comprendre différents types de

chars, de l'infanterie portée, de l'artillerie chenillée et qui opéreraient indépendamment de l'infanterie : « De telles formations joueront le rôle stratégique et tactique de l'ancienne cavalerie²⁹. » Comme les hauts commandements accordent peu d'attention aux secteurs pauvres en routes et que les blindés ne sont pas liés aux axes comme les véhicules à pneus, un adversaire pourrait concentrer d'importantes forces mécanisées dans ces régions, créer un effet de surprise et réussir la rupture du front ennemi ou son enveloppement³⁰. Ne voit-on pas là l'idée qui présidera à la manœuvre des Ardennes en 1940 ?

Le lieutenant-colonel Montfort souligne l'existence de divisions blindées en Allemagne où le char et l'avion tendent à devenir les armes principales³¹. Pourtant, l'article fondamental dans ce domaine est dû au général français Altmeyer, ancien professeur à l'Ecole de guerre. Utilisant les travaux d'Einmansberger, de Liddel-Hart, de Guderian, il fait un tableau prophétique de la guerre éclair. Son étude insiste sur le principe de la concentration des chars, sur le rythme obligatoirement élevé des opérations blindées et la nécessité de la collaboration interarme dans le cadre des grandes unités mécanisées. Altmeyer souligne aussi l'efficacité de telles formations dans le combat retardateur et la défense. Celle-ci doit combiner la résistance statique de points d'appui échelonnés en profondeur et les ripostes des formations blindées, car le char reste en définitive la meilleure arme antichar. L'auteur montre enfin les similitudes qui existent entre la tactique de la guerre éclair et les opérations navales³².

La *Revue militaire suisse* ne se contente pas de suivre l'évolution des doctrines d'engagement, elle tient à informer ses lecteurs sur les risques de conflit en Europe. Dès 1919, des études ou des chroniques soulignent que la guerre de 14-18 n'est pas « la der des der » ; il existe un risque d'une revanche allemande. La République de Weimar pourra détourner les articles du Traité de Versailles, parce que, avec le temps, la rigueur des Alliés va s'atténuer et que le contrôle des armements se révèle très difficile. « Les Etats issus du démembrément des grands empires russe et austro-hongrois seront-ils viables ? (...) La France et l'Allemagne arriveront-elles à se réconcilier ? N'y aura-t-il pas tôt ou tard, entre ces deux puissances, une nouvelle guerre, une guerre à vie et à mort³³? »

Les chroniques allemandes, qui font leur réapparition en 1923, sou-

haitent «une grande armée basée sur le service général et obligatoire³⁴» et développent le mythe du coup de poignard dans le dos: en 1918, l'armée impériale pouvait remporter la victoire, mais le gouvernement a dû accepter les conditions humiliantes du *Diktat de Versailles* à cause des tentatives de révolution bolchevique dans le pays³⁵.

Dès janvier 1934, on trouve des allusions au réarmement décidé par Hitler qui conçoit une guerre déclenchée par surprise et menée à un rythme très rapide³⁶. Les tensions s'aggravant, la *Revue militaire suisse* explique les efforts de défense des petits Etats européens: Belgique, Hollande, Finlande et Tchécoslovaquie³⁷. Plusieurs articles parlent «d'un conflit qui pourrait éclater autour de la Suisse, des Etats voisins qui pourraient nous envahir». Le colonel Lecomte, pour sa part, ne pense pas qu'un adversaire attaquerait la Suisse d'entrée de jeu; le risque d'invasion serait beaucoup plus grand si les fronts se stabilisaient à nos frontières³⁸.

Les possibilités de résistance et la mission de notre armée sont présentées d'une manière réaliste. La Suisse pratique une stratégie de dissuasion. En cas d'invasion, les moyens à disposition ne lui permettront pas de repousser seule les forces d'une grande puissance. La résistance de nos troupes donnera le temps au gouvernement d'en appeler à une aide étrangère et la possibilité à ce corps expéditionnaire d'arriver sur place³⁹. La *Revue militaire suisse* estime cette phase initiale à quatre semaines, sans tenir beaucoup compte des difficultés de notre terrain et des effectifs ennemis qu'il pourrait absorber. De telles considérations permettent de situer dans son contexte la décision de Rudolf Minger qui envoie le commandant de corps Guisan négocier un accord d'état-major avec l'armée française.

Bilan

Durant l'entre-deux-guerres, notre mensuel romand remplit sa mission principale, car il informe bien ses lecteurs et les tient au courant des différentes tendances de la pensée militaire européenne. Il explique l'évolution des armements, leur doctrine d'engagement et estime correctement les risques de guerre, sans pour autant peindre le diable sur la muraille dans l'unique but de justifier des accroissements du budget militaire.

En revanche, ses responsables semblent ne pas toujours comprendre les bases de la dissuasion, quand ils dévoilent, sans que la nécessité s'en fasse sentir, les faiblesses de notre défense nationale. Jusqu'en 1923, plusieurs de leurs positions en politique intérieure manquent de tolérance et d'objectivité. Par bonheur, la gravité du «fossé» ne correspond pas à ce que certains officiers romands en disent.

Ces quelques ombres mises à part, la *Revue militaire suisse* se révèle une publication d'un excellent niveau. Sa qualité s'explique peut-être par le danger qui ne cesse de planer sur son existence. En 1919, la Société suisse des officiers envisage pour la troisième fois de créer un périodique bilingue unique auquel tous les officiers seraient automatiquement abonnés. A cette occasion, le comité de la *Revue militaire suisse* se déclare persuadé «qu'une centralisation de nos journaux militaires ou une fusion constituerait une faute, en particulier à l'heure actuelle». Le problème ne manquera pas de revenir sur le tapis!

H. d. W.

1 E. Régnier, «L'armée et la crise intérieure. 1914-1919», novembre 1923.

2 «Les deux mobs», novembre 1938.

3 «Chronique suisse», août 1918.

4 «Chronique suisse», octobre 1919.

5 «La Suisse stratégique dans la Société des Nations», mars-avril 1921.

6 «Le haut commandement dans l'armée suisse», juillet 1926.

7 «Chronique suisse», octobre 1918. Même affirmation en septembre 1930 et avril 1937.

8 Col Lecomte, *op. cit.*

9 «Chronique suisse», mars 1936. Même idée chez Feyler, «Réforme du haut commandement», juillet 1923; chez Lecomte, «La réforme de notre haut commandement», octobre 1936; SSO, «Une solution au problème du haut commandement», avril 1938; «Informations», décembre 1938.

10 Col Feyler, «Chronique suisse», mai 1919.

11 «Chronique suisse», juin, juillet 1918.

12 «Maintien ou suppression du service obligatoire», mars 1919.

13 «Chronique suisse», février 1921.

14 Plt A.S., «L'armée et les fronts», novembre 1934.

15 «Chronique suisse», octobre 1936.

16 «La défense de la Suisse à travers les âges», août 1937.

17 Octobre 1936; il s'agit du livre intitulé *Le filet brun*, Paris, Nouvelle revue critique, 1936.

18 «Tu seras citoyen!», novembre 1936.

19 Général J. Rouquerol, «L'avenir de l'infanterie», mars 1930.

- ²⁰ «Chronique française», novembre 1921.
- ²¹ «Chronique française», novembre 1929.
- ²² «La défense d'après le S.C. 1927... en 1937», janvier 1937.
- ²³ «Quelques considérations sur le combat défensif», juillet 1937.
- ²⁴ Le colonel Ardant du Picq, né en 1821, participe à la guerre de Crimée et aux campagnes coloniales de la France. Il meurt au combat en 1870. Il est le père spirituel de la doctrine française d'offensive à outrance.
- ²⁵ «Exercices et manœuvres», avril 1935.
- ²⁶ Le général Douhet pense que, dans une guerre future, l'armée de l'air serait capable, à elle seule, d'exercer une action décisive et de remporter la victoire.
- ²⁷ «Chronique française», mars 1922; R.-A. Jaques, cap Primault, «Aviation et guerre chimique», mai 1923.
- ²⁸ «La guerre aéro-chimique», août 1929.
- ²⁹ S. de Stackelberg, «La guerre des moteurs», octobre, novembre, décembre 1931.
- ³⁰ «Opinions italiennes», octobre 1936.
- ³¹ «La défense d'après le S.C. 1927... en 1937», janvier 1937.
- ³² «Problèmes de motorisation militaire», février, mars 1937.
- ³³ Col Lecomte, «L'avenir de notre armée», juillet 1922.
- ³⁴ «Chronique allemande», novembre 1923.
- ³⁵ «Chronique allemande», septembre 1926.
- ³⁶ Général J. Rouquerol, «L'instruction sur le tir de l'artillerie», janvier 1934.
- ³⁷ «Informations», juin 1936.
- ³⁸ «Armée offensive ou défensive», août 1938.
- ³⁹ «Le fondement stratégique de notre réforme militaire», août 1922.